

Avant propos

Les articles sélectionnés dans cette revue de presse ont pour but d'informer sur la situation humanitaire au Tchad ou sur le contexte général. Cette sélection d'articles ne reflète pas nécessairement la position d'OCHA-Tchad. Merci de tenir compte de cette réserve.

I. LES TITRES

- **La crise alimentaire se termine mais la malnutrition persiste** (MSF, 26 oct.)
- **Floods, locusts add to humanitarian challenges** (IRIN, 26 Oct.)
- **UNHCR chief says his agency lacks cash to look after victims of conflict** (The Guardian, 30 Oct.)
- **Analyse: Crise au Sahel – les leçons à tirer** (IRIN, 29 oct.)
- **Les pays où il fait bon vivre quand on est une femme** (jolpress.com, 29 oct.)
- **Centrafrique : rapatriement prochain de militaires tchadiens chargés de la sécurité du président Bozizé** (RFI, 29 oct.)

II. L'INTEGRALITE DES ARTICLES

La crise alimentaire se termine mais la malnutrition persiste

ANGARA (Tchad), 26 octobre 2012 (MSF) - Le jour vient à peine de se lever et il fait déjà très chaud. Deux véhicules tout terrain s'arrêtent devant le petit centre de santé du village d'Angara dans l'est du Tchad. Une foule composée de femmes et d'enfants se presse sous un étroit auvent pour s'abriter du soleil brûlant en attendant qu'ouvre la consultation hebdomadaire. Ils observent patiemment l'équipe de Médecins Sans Frontières (MSF) mettant en place le centre de nutrition thérapeutique mobile.

«C'est la deuxième fois que j'amène ma fille au centre nutritionnel», explique Maryoma Abdallah, accroupie à l'ombre d'un arbre. Comme beaucoup d'autres mères, elle a fait un long chemin à dos d'âne ce matin pour venir faire soigner sa fille malnutrie, Kadidja.

Une bouillie de millet pour seule nourriture

«C'est une mauvaise année, comme l'an passé», déplore Maryoma. « À la maison, je ne peux lui donner que de la bouillie de millet. Je n'ai pas de quoi acheter des fruits ou du lait. Ma fille était très faible mais, grâce à une alimentation spéciale, elle reprend des forces.»

Kadidja, deux ans, fait partie du millier d'enfants que MSF traite via son programme de nutrition d'urgence dans le district de Biltine, dans l'est du Tchad. Chaque semaine, les équipes médicales mobiles de MSF se rendent dans les 11 postes de santé reculés de la région, comme celui d'Angara.

Dans ces centres, la procédure est toujours la même. Les mères d'enfants malnutris viennent l'une après l'autre; chaque enfant est pesé, mesuré et examiné de près par le personnel infirmier. Lors de leur première visite, les enfants sont testés pour le paludisme. Si besoin, on leur prescrit des médicaments qui leur sont remis par le pharmacien de l'équipe. Enfin les mères reçoivent une réserve d'aliments thérapeutiques pour la semaine : une pâte prête à l'emploi composée d'arachides et de lait, qui contient les vitamines et minéraux essentiels qui permettront à l'enfant de reprendre des forces.

Depuis que le programme a été lancé en avril, MSF a inscrit dans son programme de traitement ambulatoire plus de 3 500 enfants souffrant de malnutrition sévère. Plus de 1 200 ont été guéris et ont pu rentrer chez eux.

Un petit pas en avant

«Nous avons fait un petit pas en avant», explique Marcus Bachmann, coordonnateur de projet pour MSF à Biltine. « Le nombre d'enfants que nous prenons en charge dans notre programme est passé de 1 300 en juin à 1 000 en septembre. Mais chaque semaine, nous voyons encore en moyenne 200 nouveaux cas, ce qui est encore beaucoup trop.»

À Angara, Carole Antoine Riobobos, infirmière itinérante, procède au triage d'un groupe de mères et d'enfants qui font la file, cherchant ceux qui ont besoin d'une aide immédiate. «En plus de la malnutrition,

nous voyons beaucoup d'enfants malades », dit-elle. Le plus gros problème est la déshydratation causée par la diarrhée. Les gens n'ont pas accès à de l'eau potable salubre, et les enfants boivent souvent l'eau des rivières.»

Carole s'arrête devant une femme vêtue d'une robe vert vif et examine l'enfant assis sur ses genoux. Le petit garçon qui se prénomme Adil est gravement déshydraté et a besoin de soins intensifs de toute urgence. Alors que l'infirmière procède au traitement initial, elle explique à la mère de l'enfant que son fils doit être hospitalisé à Biltine car il est très malade. Un véhicule MSF les emmènera en ville lorsque les consultations seront terminées à la fin de la journée.

Début des récoltes

Depuis le mois d'avril, plus de 500 enfants souffrant de malnutrition sévère ont dû être admis à l'unité de soins intensifs de l'hôpital du district de Biltine. L'équipe médicale espère que le nombre de nouveaux cas va baisser maintenant que débutent les récoltes et que la «période de soudure» annuelle se termine. Comme aucune autre organisation médicale ne travaille dans la région, MSF poursuivra son programme nutritionnel d'urgence jusque début décembre.

Bien que la crise alimentaire saisonnière tire quasiment à sa fin, Marcus annonce que le problème à long terme demeure entier. «Même si nous avons surmonté le pic de malnutrition cette année, il est difficile d'être optimiste car les causes structurelles de la crise nutritionnelle demeurent. Notre programme nutritionnel d'urgence à lui seul ne pourra pas remédier à ce problème.»

Chaque année, les Tchadiens sont confrontés à des crises alimentaires récurrentes qui mettent à mal leurs familles et des communautés entières. Bien que les programmes d'urgence de MSF sauvent des vies, une solution doit être trouvée pour régler les causes sous-jacentes.

« Le plus urgent est de sortir de la phase d'urgence»

«Il est possible que les régions dans lesquelles nous travaillons actuellement soient de nouveau touchées par une crise nutritionnelle l'an prochain», affirme Stefano Argenziano, coordonnateur national pour MSF. «Le plus urgent est donc de sortir de la phase d'urgence.»

MSF dirige d'autres programmes nutritionnels au Tchad : à Am Timan, Massakory, Yao, Abu Deia et Bokoro. Au total, cette année, 21 282 enfants malnutris ont été pris en charge par MSF. <http://reliefweb.int/report/chad/la-crise-alimentaire-se-terme-mais-la-malnutrition-persiste>

Floods, locusts add to humanitarian challenges

NAIROBI, 26 October 2012 (IRIN) - The number of flood-affected people in Chad has risen to 700,000, up from 445,000 in September, according to humanitarian agencies, which also report the loss or damage of 255,720 hectares of cropland, 94,211 houses and 1,015 schools. Some 70,000 people have been displaced by the flooding, one of several challenges to the country's humanitarian situation.

The areas worst affected by the floods include the regions of Moyen Chari, Tanjile, the two Logones, the two Mayo Kebbis and Salamat, according to a 15 October update by the UN Children's Fund (UNICEF). At least 16 of the country's 22 regions have been affected, with 20 deaths recorded. As of 13 October, about 18,800 displaced people from Walia District were seeking refuge at two sites on the outskirts of N'djamena, according to a report by the UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA).

Assistance needed

"These are the worst floods that N'djamena has seen since 1962. About 30,000 people have been forced to leave their homes in parts of the city flooded by the Logone and Chari rivers. Thankfully, it looks like the water levels are slowly going back down, but people will need help to rebuild their lives and repair their houses, schools, hygiene facilities and wells," Pierre Péron, a public information officer at the OCHA office in N'djamena, told IRIN.

The current flooding, which started in August, has damaged infrastructure, crops and homes, according to the International Federation of the Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC).

"Over the last two months, the rains have continued steadily while the authorities and humanitarian agencies provided emergency relief to the most affected," said IFRC's 21 October emergency appeal to

help 30,800 people in Mayo Kebbi Est and N'djamena. The organization is requesting 775,716 Swiss francs (US\$ 832,265) to cover assistance over a six-month period, with the main needs including emergency health services, clean water, sanitation and hygiene promotion activities, as well as basic household items and protection.

A UN Central Emergency Response Fund grant has also just been approved for \$3 million to respond to flooding in the south, according to OCHA's Peron.

As of 15 October, over three million had been affected by flooding in the West and Central Africa region, according to a situation report by the OCHA.

Food insecurity

The flooding in Chad follows a period of high food insecurity in Chad's Sahelian belt. In Bahr-el-Ghazal, Guéra, Kanem, Ouaddai and Sila regions, food insecurity rates increased from 45 percent in December 2011 to 48 percent in June 2012, according to the UN World Food Programme's October global food security update.

The number of children being newly admitted for the treatment of severe acute malnutrition, a deadly condition, in Chad's Sahelian region has been high compared to previous years, according to UNICEF. In 2010, some 59,260 new admissions were recorded; in 2011 that number was 69,936, and from January to August 2012 it was 98,664.

Médecins Sans Frontières (MSF) continues to admit new patients to its emergency feeding programme in eastern Chad, according to an update. At present, more than 1,000 children are being treated in MSF's emergency feeding programme in the eastern Biltine District.

"Since April, more than 500 severely malnourished children requiring intensive care have been admitted to MSF's nutrition ward in Biltine District hospital. The team hopes the number of admissions will decrease as the harvest comes in and the annual 'hunger season' comes to an end," the update states. MSF will continue its emergency nutrition programme there until early December.

Locusts

Chad is also grappling with the growing threat of desert locusts.

"Immature swarms are currently forming in northeast Chad [adjacent to Darfur, Sudan] near Fada and further west," Keith Cressman, the senior locust forecasting officer with the UN Food and Agriculture Organization (FAO), told IRIN. "So far, damage has been reported to pastures and subsistence crops, both important to livelihoods of herders and farmers, respectively."

"The desert locust threat should continue to be monitored in Chad, Niger, Mali and Mauritania. A potential threat to crops in 2013 exists should locust numbers multiply," he added.

On 23 October, FAO issued a new locust warning for northwest Africa alerting Algeria, Libya, Mauritania and Morocco to prepare for the likely arrival of locust swarms from the Sahel.

"Any locust infestations that can be found and treated now will decrease the scale of migration from the Sahel to northwest Africa and also reduce the threat to crops in the Sahel that are about to be harvested," said Cressman.

UNHCR chief says his agency lacks cash to look after victims of conflict

António Guterres says UNHCR may have to cut education and repatriation programmes

GENEVA, 30 October 2012 (The Guardian) - The UN's high commissioner for refugees, António Guterres, has said that his agency has less than half the money it needs to look after hundreds of thousands of Africans driven from their homes by conflict and forgotten by the international community, and may have to start cutting its spending on education and repatriation.

Guterres said that as international attention and sympathy had drifted away from Africa, the UNHCR had so far managed to keep its African operations going by using money saved by cutting overheads at its headquarters in Geneva, but those funds had run out.

As the Syrian civil war has increasingly dominated the headlines, world attention has drifted away from intractable conflicts in Africa and the refugee populations they have created, Guterres said.

"All our African operations are substantially underfunded," he told the Guardian. "In Chad, we have about 280,000 Darfuran refugees, not to mention the 60,000 refugees from the Central African Republic who are in the south of Chad. Four or five years ago, Darfur was very much under the attention of the international community. It was one of the best funded operations we had."

By contrast, the UNHCR currently has only a quarter of the \$177m (£110m) needed to provide for the refugees in Chad. Funds needed for emergencies in the Democratic Republic of the Congo and the Sahel are also severely undersubscribed. Of the \$1.9bn required for refugees across the whole continent, only a third has been forthcoming from donors, a reflection of how the problem has slipped from the global agenda. To make up the shortfall, the UNHCR has been using funds freed by efficiency savings, but it is not a permanent solution.

"We have dramatically reduced our overheads. In Geneva we had a staff of 1,000 and now we have less than 700. That has allowed us to use un-earmarked money that might otherwise have been used in headquarters to be used in these forgotten emergencies," Guterres said. He added that that still left budgets far short of needs, and "now we have exhausted all our reserves" and the only alternative was to start cutting support to refugees.

"Obviously, if at a certain moment we are not able to maintain the same level of funding, we will have to start cutting a certain number of services, which is something we don't want to do, because it has to do with not only with basic needs of people but also their dignity," Guterres said. "Of course, we will always maintain the life-saving activities but people ... do not only need water and food and shelter. They also need education, and self-reliance in their life, and these are the sort of investments that are totally impossible, forcing us to restrain our activities to core life-saving and protection action, which is not what we want."

The cuts will also mean an end to investment in the refugees' devastated home towns and villages that would have encouraged voluntary returns and thus a long-term decline in refugee numbers. Earlier this year, there were reports of the return of about 100,000 internally displaced people from camps inside Darfur to their home villages, but Guterres said there had been a very small decline in the number of Darfur refugees over the border in Chad. <http://www.guardian.co.uk/world/2012/oct/30/unhcr-chief-warns-cuts>

Analyse: Crise au Sahel – les leçons à tirer

DAKAR, 29 octobre 2012 (IRIN) - La crise alimentaire qui a frappé le Sahel cette année a exposé 18,7 millions de personnes à la faim et 1,1 million d'enfants à la malnutrition sévère. La région a connu la plus grande intervention humanitaire de son histoire, ce qui a permis d'éviter une catastrophe de grande ampleur. Mais les interventions d'urgence se déroulent rarement sans problème, et il y a toujours des éléments à améliorer. IRIN a demandé à des professionnels de l'aide humanitaire, des analystes et des médecins ce qui, à leur avis, avait freiné l'intervention et ce qu'il faudrait faire pour prévenir ces erreurs à l'avenir.

Des messages d'alerte précoce contradictoires

Les organisations d'aide humanitaire et les analystes de la sécurité alimentaire ont interprété les données d'alerte précoce très différemment, ce qui a semé la confusion et légèrement ralenti la réaction des bailleurs de fonds. Le débat a « détourné les efforts de l'augmentation des contributions, ce qui était pourtant la priorité », a dit Stephen Cockburn, coordinateur des campagnes et politiques de l'organisation non gouvernementale (ONG) Oxfam en Afrique de l'Ouest.

Le problème était que les signaux d'alerte précoce pouvaient être interprétés de différentes manières. La production alimentaire de la région n'avait baissé que de trois pour cent, mais les prix extrêmement élevés des denrées alimentaires (de 30 à 80 pour cent supérieurs à la moyenne sur cinq ans), les pénuries d'emplois, la fermeture des frontières entre le Niger et le Nigeria et l'instabilité au Mali ont suffi à plonger les habitants dans la crise et poussé les organisations d'aide humanitaire à lancer un appel pour un montant total d'un milliard de dollars (1,6 milliard après révision).

« Les circonstances qui étaient à l'origine de la vulnérabilité ont changé », a dit Peter Gubbels, spécialiste du Sahel auprès de l'ONG Groundswell International. « Avec des prix alimentaires aussi élevés, il n'y a pas

besoin d'une sécheresse pour déclencher une crise. La sécheresse n'a fait que renforcer ces dynamiques.
»

Un rythme différent pour l'aide aux éleveurs

Les éleveurs de bétail sont touchés par les pénuries alimentaires plus tôt que les autres et ont besoin d'aide pour acquérir du fourrage, de l'eau et des vaccins pour les animaux, ainsi que pour procéder au déstockage en mars et en avril plutôt qu'en mai et en juin.

Selon les organisations d'aide humanitaire, cette particularité est rarement prise en compte dans les alertes précoces ou les interventions. Les décisions concernant les besoins des éleveurs sont toujours laissées à quelques ONG spécialisées plutôt qu'intégrées aux systèmes nationaux, a affirmé M. Gubbels. Les éleveurs restent donc marginalisés. Qui plus est, selon les ONG, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui pourrait défendre activement ces éleveurs, n'a pas clairement alerté les bailleurs de fonds de leurs besoins.

Agriculture, santé, « WASH » et éducation

Les bailleurs de fonds ont promptement financé les initiatives concernant la sécurité alimentaire et la nutrition et, cette année, leur réponse est allée « au-delà des aspects fondamentaux traditionnels ». Ils ont par exemple intégré certains aspects de la malnutrition dus à l'eau et à l'assainissement. Les financements ont cependant tardé à venir dans d'autres secteurs, notamment l'agriculture, l'eau et l'assainissement et (plus particulièrement en ce qui concerne les déplacés maliens) l'éducation.

«L'agriculture est essentielle pour rétablir la sécurité alimentaire en 2013 », a dit David Gressly, coordinateur humanitaire régional des Nations Unies pour le Sahel. Pourtant, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), la FAO n'avait reçu, en octobre, qu'un tiers des 125 millions de dollars qu'elle avait demandés et c'est l'une des raisons pour lesquelles l'organisation n'a pu apporter de l'aide qu'à 53 pour cent des 9,9 millions de personnes ciblées (selon les chiffres présentés fin août). Selon l'OCHA, seulement 18 pour cent des dépenses de santé ont été financées dans les neuf pays touchés par la crise, 24 pour cent pour ce qui est de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (Water, Sanitation and Hygiene-WASH) et 7 pour cent pour l'éducation.

«Il est inutile de sauver des enfants souffrant de malnutrition si c'est pour qu'ils meurent à cause d'une épidémie, de la diarrhée ou du paludisme », a dit M. Gressly. «Nous avons une meilleure connaissance de l'ensemble des interventions nécessaires. Il faut maintenant les mettre en pratique.»

La préparation aux catastrophes manque aussi cruellement de fonds. La réduction des risques de catastrophes (RRC) ne représente que quatre pour cent des financements humanitaires. Cela reste en outre une activité centralisée, alors que « chaque autorité de district a besoin d'un plan [...]. La préparation ne se fait pas à l'échelle nationale, c'est la base de la RRC », a dit M. Gubbels.

Une réaction encore trop lente

En règle générale, les systèmes d'alerte précoce ont bien fonctionné et la plupart des acteurs humanitaires ont réagi aussi rapidement qu'ils le pouvaient. Malgré tout, un temps précieux a été perdu au début, notamment parce que les organisations d'aide habituées de travailler dans un contexte de développement ont eu de la difficulté à passer en mode humanitaire, a noté Cyprien Fabre, chef du bureau régional de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) en Afrique de l'Ouest. Certaines ONG, notamment Plan International, ont dit que les fonds avaient mis un certain temps à passer des donateurs aux agences multilatérales puis aux ONG. Les personnes interrogées s'entendaient cependant sur le fait que le rythme s'était accéléré début 2012.

La plupart des organisations d'aide humanitaire peinent aussi à trouver suffisamment de personnel technique francophone, ont dit Susana Rico, coordonnatrice du Programme alimentaire mondial (PAM) pour le Sahel, et M. Cockburn, d'Oxfam, ajoutant qu'ils ont eux-mêmes eu de la difficulté même en ayant recours aux fichiers de personnel d'urgence.

La malnutrition aiguë modérée encore négligée

On estime à environ trois millions d'enfants le nombre d'enfants touchés par la malnutrition aiguë modérée (MAM) au Sahel cette année. Et ceci malgré une meilleure prise de conscience de la nécessité de prévenir la MAM, l'existence d'initiatives telles que le mouvement SUN [Scaling Up Nutrition], dont l'objectif est de réduire la sous-nutrition, et les changements apportés à l'approche du PAM pour inclure la prévention de la MAM par l'intermédiaire de ses distributions ciblées. Selon Félicité Tchibindat, conseillère régionale en

nutrition au bureau de l'UNICEF pour l'Afrique de l'Ouest, les gouvernements et les bailleurs de fonds n'ont pas encore accordé suffisamment d'attention à la MAM. Les experts estiment qu'il faut plus d'aide et que celle-ci passe par la mise en place de stratégies nationales de santé et de nutrition, un meilleur système d'approvisionnement en eau et d'assainissement et une meilleure éducation au sujet de l'alimentation et de la santé publique.

Des délais dans l'approvisionnement

En dépit d'un bon système d'alerte précoce, d'une meilleure utilisation des marchés régionaux (qui ont fourni environ un tiers de l'aide alimentaire) et de l'accélération des procédures de passation de marchés, les fermetures des frontières, l'insécurité et d'autres obstacles logistiques ont entraîné des délais dans la chaîne d'approvisionnement dans certains pays, notamment au Tchad et au Niger.

Au Tchad, le PAM a dû acheminer des vivres depuis le Soudan par un trajet long et peu sécuritaire qui exigeait la présence d'escortes. «C'était un exercice pénible », a dit Mme Rico. Au Niger, les rations ont dû être diminuées et distribuées à un moins grand nombre de personnes en raison des pénuries. Mais il sera « toujours difficile de se procurer des vivres en utilisant autant de chaînes d'approvisionnement et dans une région aussi vaste », a indiqué Mme Rico, en particulier lorsqu'il y a des contraintes liées à l'insécurité, comme au Nigeria et au Mali, et qu'il faut composer avec les pluies et le mauvais état des routes. Le personnel du PAM s'est réuni la semaine dernière au siège de l'organisation, à Rome, afin de trouver des moyens pour continuer d'améliorer sa chaîne d'approvisionnement.

Des appels tardifs

Il n'y a pas eu d'appel humanitaire régional pour l'Afrique de l'Ouest en 2011 et en 2012. Les fonds destinés à l'aide ont donc été obtenus par une série d'appels nationaux, parmi lesquels certains ont été précoces (Niger) et d'autres aussi tardifs que juin, créant ainsi une certaine confusion quant à la somme nécessaire pour faire face à la crise. Le Comité permanent inter-agences (Inter-Agency Standing Committee, IASC), qui regroupe des agences des Nations Unies et des ONG humanitaires, a estimé la somme nécessaire à 724 millions de dollars en se basant sur les premiers appels, un chiffre qui a été utilisé jusqu'en juin 2012 même si les agences prévoyaient déjà, en janvier, qu'elles auraient besoin d'au moins 1,2 milliard de dollars et que le PAM calculait qu'il nécessiterait, à lui seul, 808 millions de dollars pour assurer la sécurité alimentaire. Ce chiffre a été révisé depuis et atteint maintenant 1,6 milliard de dollars. En fin de compte, les bailleurs de fonds ont donné plus, et plus rapidement, pour le Sahel cette année, a dit Noel Tsekouras, directeur adjoint du siège ouest-africain de l'OCHA, mais certains disent que la confusion a érodé la confiance des petits donateurs bilatéraux qui hésitent désormais à donner des sommes importantes.

La résilience doit aller au-delà de l'humanitaire

Le discours sur la résilience commence à être entendu par les bailleurs de fonds. Certains d'entre eux – comme le Bureau américain pour l'assistance en cas de catastrophe à l'étranger (Office for Foreign Disaster Assistance, OFDA), qui permet la transformation rapide des activités de développement en interventions humanitaires – font déjà preuve d'une plus grande flexibilité dans leur financement. Le débat sur la résilience demeure toutefois surtout relégué aux cercles humanitaires et n'a pas beaucoup cours chez les acteurs du développement.

«Les acteurs du développement continuent de croire au paradigme néolibéral selon lequel la croissance économique aidera les gens à se sortir de la pauvreté... Pourtant, la solide croissance économique qu'a connue le Sahel s'est accompagnée d'une augmentation de l'insécurité alimentaire et des taux de malnutrition – il y a quelque chose qui ne tourne pas rond avec le modèle de développement », a dit M. Gubbels.

Les investissements dans l'agriculture – un élément clé de la résilience dans le Sahel – ont tendance à mettre l'accent sur les cultures à niveau élevé d'intrants dans des régions du Sahel qui présentent un potentiel élevé (comme le sud du Mali) et à négliger les petits agriculteurs qui travaillent dans des zones écologiquement fragiles. Selon M. Gubbels, il faudrait s'inspirer du Brésil, qui a deux ministères de l'Agriculture : l'un qui s'occupe des exportations, et l'autre des besoins des petits agriculteurs.

Par ailleurs, les programmes de protection sociale pour les plus pauvres sont encore peu développés dans le Sahel – qu'il s'agisse de distributions ciblées d'espèces ou de vivres (provenant des réserves nationales), de programmes d'emploi ou de prestations de santé pour les enfants – et doivent obtenir davantage d'attention. Le Niger parle de plus en plus de protection sociale, mais les autres pays doivent l'imiter, a dit M. Gubbels.

Éviter les réactions instinctives

Si les marchés alimentaires fonctionnaient relativement bien en 2010, en 2011-2012 toutefois, les prix sur certains marchés étaient de 80 pour cent supérieurs à la moyenne sur cinq ans. Dans ce contexte, tout effort destiné à faire baisser les prix devait, pour avoir un impact, être d'une ampleur exceptionnelle, a dit Jean-Martin Bauer, analyste de la sécurité alimentaire et des marchés auprès du PAM. Ainsi, quand les gouvernements nationaux ont subventionné et rendu disponible leurs réserves de céréales nationales, cela n'a pas eu l'effet escompté (sauf à Nouakchott, la capitale mauritanienne) parce que les quantités étaient trop faibles.

«C'est aussi une intervention très onéreuse », a dit M. Bauer à IRIN. « Il aurait été plus rentable d'utiliser l'argent pour venir en aide aux groupes les plus vulnérables.»

Certains gouvernements ont réagi de manière instinctive en limitant les échanges commerciaux. Par exemple, le Burkina Faso a mis fin à ses échanges commerciaux de céréales avec le Niger pendant la période de soudure. Au lieu d'entraîner une baisse des prix, cette mesure a ralenti le commerce national en poussant les grossistes à pratiquer la rétention des stocks disponibles, a fait remarquer M. Bauer.

Les échanges entre le Mali et ses voisins, le Burkina Faso et la Mauritanie, ont également été limités, notamment à cause de l'insécurité ambiante. Selon M. Bauer, les États d'Afrique de l'Ouest doivent mettre sur pied un marché agricole commun afin de trouver un meilleur équilibre entre surplus et déficits et de stabiliser les prix dans l'ensemble de la région.

L'augmentation du nombre de transferts en espèces et de bons d'alimentation distribués est généralement considérée comme un développement positif. Toutefois, vu la volatilité et le dynamisme des marchés alimentaires d'Afrique de l'Ouest (« ici, les marchés peuvent changer complètement d'une année à l'autre », a souligné M. Bauer), il est important de mieux comprendre comment déterminer s'il est préférable de distribuer de l'argent ou des vivres, a-t-il dit. « Le type d'analyse dont nous avons besoin dans le secteur humanitaire doit commencer à changer. »

<http://www.irinnews.org/fr/Report/96655/Analyse-Crise-au-Sahel-les-le%C3%A7ons-%C3%A0-tirer>

Centrafrique : rapatriement prochain de militaires tchadiens chargés de la sécurité du président Bozizé

BANGUI, 29 octobre 2012 (RFI) - Les militaires tchadiens qui ont accompagné le président François Bozizé au pouvoir en 2003, vont être rapatriés au Tchad, cette semaine. Une information rendue à la presse par le ministre centrafricain de l'Administration du territoire Josué Binoua. Le ministre se rend ce lundi 29 octobre à Ndjamena, pour porter un message du président centrafricain à son homologue tchadien Idriss Déby Itno sur la question. On ignore pour l'instant qui a pris cette décision.

'agit-il d'un message de remerciement et ou le contraire ? En tout cas, difficile de répondre à cette question. Personne ne sait pour l'instant si c'est Bozizé ou c'est Déby qui a pris cette décision. La visite du ministre Binoua dans la capitale tchadienne est d'une courte durée, mais son cabinet affirme cependant que le ministre pasteur apporte le message personnel du président Bozizé à son homologue Déby.

Ces derniers temps en Centrafrique, la tension est au comble entre la population et les militaires tchadiens de la garde présidentielle. Ceux-ci sont très souvent donnés pour responsables de plusieurs cas d'exactions sommaires. Beaucoup de Centrafricains interrogés sont satisfaits du retour de ces hommes.

Interrogées par RFI, les autorités gouvernementales préfèrent ne pas faire de commentaire sur l'information. Pendant ce temps, d'autres sources affirment que quelques hommes ont déjà été rapatriés depuis la semaine dernière.

On ignore toujours leur nombre exact présent dans le pays, mais ils occupent une place stratégique pour le régime de Bangui. Ils occupent la première et la dernière ligne de l'escorte du président Bozizé. C'est aussi eux qui sécurisent le Palais de la Renaissance et le quartier présidentiel de Sassara, qui est également le fief de plusieurs hauts dignitaires du pouvoir de Bangui.

<http://www.rfi.fr/afrique/20121029-centrafrique-rapatriement-prochain-militaires-tchadiens-charges-securite-president->

Les pays où il fait bon vivre quand on est une femme

DAVOS, 29 octobre 2012 (jolpress.com) - Quelles sont les conditions de vie des femmes dans le monde? C'est la question traitée dans un rapport publié mardi 23 octobre par le Forum économique mondial, qui dresse un palmarès des meilleurs et des pires pays pour vivre quand on est une femme. Travail, santé, éducation et politique : quatre domaines-clés pour mesurer l'écart hommes-femmes.

Le rapport Global Gender Gap 2012, publié cette semaine par le Forum économique mondial, a classé 135 pays qui concentrent 90% de la population mondiale. Le rapport, basé sur quatorze indicateurs, mesure l'écart entre hommes et femmes dans quatre domaines-clés :

1. La participation économique et les opportunités de travail, qui inclut la participation des femmes au marché du travail, l'égalité des salaires, et le pourcentage de femmes dans les emplois à haute responsabilité.
2. Le niveau d'éducation et de scolarité, qui se penche sur l'alphabétisation des femmes, et sur le nombre de femmes inscrites dans l'enseignement supérieur.
3. La santé et la durée de vie, qui est mesurée en comparant l'espérance de vie féminine et masculine et les taux de mortalité.
4. L'autonomisation politique, qui examine le nombre de femmes occupant des fonctions politiques, ainsi que le nombre de femmes chefs d'État au cours des cinquante dernières années.

Les pays scandinaves au féminin

Une note comprise entre 0 (inégalité totale) et 1 (égalité totale) est attribuée à chacun des 135 pays pour les quatorze indicateurs, et une moyenne est ensuite réalisée. Sans grande surprise, ce sont les pays scandinaves qui figurent en tête du classement des meilleurs pays pour vivre quand on est une femme. Et en première position, l'Islande, avec un résultat de 0,8640 (le pays avait déjà remporté la première place en 2011), suivie de près par la Finlande, la Norvège et la Suède.

Même si aucun pays n'a encore atteint l'égalité des sexes, tous les pays nordiques, à l'exception du Danemark, obtiennent une note de plus de 0,8 en termes d'écart entre les sexes, et servent de modèles et de références pour les comparaisons internationales.

La France loin derrière

De la cinquième à la dixième place du classement, ce sont respectivement l'Irlande, la Nouvelle-Zélande, le Danemark, les Philippines, le Nicaragua et la Suisse qui se suivent. La France arrive loin derrière, n'occupant que la 57ème position, avec une note de 0,6984. L'hexagone obtient cependant de très bons scores en termes de niveau d'éducation (1) et de santé (0,980). Elle figure en tête du classement mondial pour ces deux variables. En ce qui concerne la participation économique et l'égalité des salaires, elle obtient une note de 0,669. Dans le domaine de la participation politique, elle fait piètre figure, avec une note de 0,145.

Là où il ne fait pas bon vivre...

Dans le classement des pires pays pour vivre quand on est une femme, les cinq derniers pays sont l'Arabie saoudite, la Syrie, le Tchad, le Pakistan et, en toute dernière position, le Yémen, qui obtient un score de 0,5054, avec un taux quasiment nul de participation des femmes à la vie politique du pays. <http://www.jolpress.com/classement-pays-ou-il-fait-bon-vivre-femmes-pays-scandinaves-sante-travail-education-article-814442.html>

END